Document généré le 15 juil. 2025 03:05

L'Actualité économique

L'économie de l'Espagne, par MICHEL DRAIN. Un vol., 4½ po. x 7, broché, 127 pages. Collection « Que Sais-je? » — PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, Paris, 1968

Bernard Besançon

Volume 45, numéro 1, avril–juin 1969

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1003606ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1003606ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)
1710-3991 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Besançon, B. (1969). Compte rendu de [*L'économie de l'Espagne*, par MICHEL DRAIN. Un vol., 4½ po. x 7, broché, 127 pages. Collection « Que Sais-je? » — PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, Paris, 1968]. *L'Actualité économique*, *45*(1), 142–143. https://doi.org/10.7202/1003606ar

Tous droits réservés © HEC Montréal, 1969

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

tuosités revient tout naturellement à un seul homme, pense l'auteur, il s'agit du Général de Gaulle qui, à cause de son nationalisme étroit, a retardé la construction d'une Europe fédérale.

La troisième et dernière partie, quant à elle, permet au lecteur d'envisager une Europe des Vingt dont la Grande-Bretagne ferait partie ; Europe des Vingt qui jouerait un rôle fondamental à l'O.N.U. et qui serait la meilleure garantie de la survie du monde.

En somme, ce livre mériterait d'être publié dans une collection à grand tirage afin qu'un maximum de personnes puisse le lire s'il était un petit peu plus objectif et réaliste. Bernard Besançon

L'économie de l'Espagne, par MICHEL DRAIN. Un vol., 4½ po. x 7, broché, 127 pages. Collection « Que Sais-je ? » — PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, Paris, 1968.

L'auteur s'intéresse essentiellement au développement économique espagnol de 1960 à 1966, l'année 1960 marquant la rupture avec la politique économique d'autarcie suivie par ce pays jusque là.

Grâce aux efforts conjugués de la mise en place, en 1959, d'un plan sévère de stabilisation permettant de juguler l'inflation, et de la mise en application d'une certaine libéralisation des échanges avec l'extérieur, l'Espagne a vu son revenu national *per capita* croître à un taux annuel supérieur à 6 p.c.

Les moteurs du développement espagnol peuvent être ramenés à trois : le tourisme, les investissements étrangers réalisés en Espagne, les revenus dus à l'émigration. En effet, en raison du très faible niveau de développement atteint au début de la décennie, l'Espagne ne pouvait espérer obtenir un taux de croissance élevé qu'en faisant appel à l'extérieur. Ceci explique le déficit toujours croissant de la balance des marchandises (plus de deux milliards de dollars E.U. pour la seule année 1966) en raison d'une demande à l'étranger toujours plus élevée, de biens d'équipement, de matières premières et d'énergie, et de denrées alimentaires. Ce déficit, jusqu'en 1964, a été plus que compensé par les entrées de devises, dues aux trois moteurs du développement. Toutefois, depuis 1964, un certain essoufflement apparaît et la nécessité de trouver d'autres secteurs entraînants, permettant soit d'augmenter les ressources de devises, soit de diminuer le volume des importations, se fait de plus en plus sentir.

Le bilan de ces sept années peut être mesuré par une amélioration sensible du niveau de vie moyen, qui place l'Espagne à mi-chemin entre l'Italie et la Grèce, mais cela ne signifie nullement que ce pays peut envisager un avenir sans nuage, car le tourisme a tendance à accentuer les disparités régionales, un désajustement de plus en plus important existe entre les industries de base et les industries de consommation, la croissance économique n'a pas entraîné de mutation profonde dans les structures mentales, la mainmise

étrangère devient de plus en plus lourde sur l'économie, par le biais des investissements directs (surtout de la part des Américains qui contrôlent les industries de base), enfin, en raison de la nécessité d'importer en grande quantité, l'économie espagnole se révèle être très sensible à la conjoncture mondiale et en particulier à toute mesure restrictive prise par les États-Unis ou par la C.E.E.

Bernard Besançon

Les marchés financiers en Europe, par ALEXANDRE LAMFALUSSY. Un vol., 4½ po. x 7, broché, 184 pages. Collection « SUP ». — PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, Paris, 1968.

Abordant une question d'actualité tant économique que politique, l'auteur prendra toutes les précautions vis-à-vis tant des économistes que des hommes politiques. « Chercheur individuel », il veut faire œuvre originale en se situant du point de vue économique à mi-chemin entre le praticien et le théoricien, ce qui lui permet non pas de créer un nouveau modèle de fonctionnement des marchés financiers, mais de donner un certain nombre de mesures qui pourraient fort bien s'inscrire dans une politique réformatrice.

L'ouvrage est construit sur une comparaison des marchés européens (Europe des Six) et des deux grands pays anglo-saxons (États-Unis et Grande-Bretagne). Prenant pour acquis, tout en ayant conscience des critiques, que New-York et Londres sont des « marchés financiers modèles », l'auteur tente de montrer que malgré des fonctionnements très différents, le marché financier européen fonctionne et permet une croissance comparable et souvent même à l'avantage de l'Europe. Cependant, si le tableau global prête à un certain optimisme, il ne faut pas se cacher que la baisse des cours boursiers en Europe et le changement de la structure des investissements (augmentation des investissements en locaux d'habitation et des investissements publics) peuvent être des « signes d'un éventuel problème du financement en capital à risque de l'industrie ».

Afin de mieux analyser ce problème, l'auteur dégage un certain nombre de faits intéressants :

— Les entreprises européennes ont un besoin de financement considérable, besoin supérieur à la capacité de financement des ménages. Il faut donc que la compensation se fasse au niveau des pouvoirs publics ou de l'étranger. Une telle attitude n'est pas vraie dans les pays anglo-saxons où les ménages peuvent orienter leur capacité de financement ailleurs que dans les entreprises du pays.

— Analysant les coefficients d'investissement, les coefficients d'auto-financement, la rentabilité du capital investi, l'auteur montre que le manque d'adaptation du système financier européen a commencé de se faire sentir au cours des années 1961-1962 et qu'il ne peut se refaire en appliquant des recettes anglo-saxonnes.